

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 7 août 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au personnel navigant des forces armées", a donné le 9 octobre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 7 augustus 1996 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het varend personeel van de krijgsmacht", heeft op 9 oktober 1996 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 1er.

1. L'article 5, § 1er, de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs auquel l'alinéa se réfère ne constitue, comme en a convenu l'officier délégué, le fondement d'aucune des dispositions de l'arrêté en projet.

La référence à cet article doit, en conséquence, être omise.

2. Par ailleurs, conformément à l'usage, il faut identifier avec le plus de précision possible les dispositions légales qui constituent le fondement de l'arrêté en projet.

La référence à l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 précitée doit, en conséquence, être complétée par le visa de ses alinéas 1er et 2.

Alinéa 2.

La référence à l'article 48bis de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical doit, pour le même motif, être remplacée par la référence à l'article 48bis, alinéa 1er, de la même loi.

.../...

Alinéa 3.

1. L'article 3 de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical ne constitue le fondement d'aucune des dispositions de l'arrêté en projet.

La référence à cet article sera omise.

2. La référence à l'article 47bis de la même loi doit être remplacée par la référence à l'article 47bis, alinéa 1er, de la même loi.

3. L'article 7 de l'arrêté en projet trouve son fondement légal dans l'article 39, alinéa 2, de ladite loi.

La rédaction de cet alinéa doit, en conséquence, être complétée par la référence à cette disposition légale.

Alinéa 4.

1. Il n'y a pas lieu de viser les différentes modifications dont la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical a fait l'objet.

Les mots "modifiée par les lois du 13 juillet 1976 et du 21 décembre 1990" seront omis.

.../...

2. La référence à l'article 22ter de la même loi doit être remplacée par la référence à l'article 22ter, alinéa 1er, de la même loi.

Alinéa 5.

La référence à l'article 44bis de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical doit, pour la même raison que celle invoquée dans la seconde observation formulée sous l'alinéa 1er, être remplacée par la référence à l'article 44bis, alinéa 1er, de cette loi.

Alinéa 6.

L'arrêté royal auquel l'alinéa fait référence ne constitue le fondement d'aucune des dispositions de l'arrêté en projet. Cette référence n'est, du reste, pas indispensable ou même utile à la compréhension du projet.

Cet alinéa sera omis.

Alinéa 6 (nouveau).

Compte tenu de la rédaction qui sera proposée pour l'article 9 (devenant l'article 8), on insérera un alinéa 6 nouveau rédigé comme suit :

.../...

"Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées, modifié par les arrêtés ministériels des 4 mai 1966, 27 juin 1967, 12 juin 1969, 2 mars 1971, 7 septembre 1972, 8 octobre 1974, 11 juillet 1975, 6 avril 1981 et 16 mars 1983;".

Alinéa 7 (nouveau).

L'article 7 de l'arrêté en projet trouve son fondement, non seulement dans l'article 39, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale comme l'observation en a été faite sous l'alinéa 3, mais également dans l'article 17, § 2, de l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

Le préambule sera, en conséquence, complété par un alinéa 7 nouveau rédigé comme suit:

"Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 17, § 2, remplacé par l'arrêté royal du 27 mai 1975;".

.../...

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 8).

1. La liste des articles de l'arrêté royal en projet relatif au personnel navigant des forces armées, auxquels l'alinéa se réfère, doit être complétée de manière à comporter également la mention des articles 23 et 35 du même arrêté.

Il est renvoyé à cet égard à l'observation finale du présent avis.

2. La référence aux articles 7, 16 et 17 de l'arrêté en projet relatif au personnel navigant des forces armées doit, pour la même raison que celle invoquée dans la seconde observation formulée sous l'alinéa 1er, être respectivement remplacée par la référence aux articles 16, alinéa 2, et 17, alinéas 1er et 3.

Alinéa 8 (devenant l'alinéa 9).

Conformément à l'usage, il faut identifier avec le plus de précision possible les dispositions que l'arrêté en projet tend à modifier en mentionnant uniquement les modifications encore en vigueur que ces dispositions ont subies.

Les mots "notamment l'article 24, § 2, modifié par les arrêtés ministériels des 27 mai 1975, 22 février 1977, 9 octobre 1978, 30 septembre 1981 et 22 juin 1987;" seront, en conséquence, remplacés par les mots "notamment l'article 24, § 2, B, remplacé par l'arrêté ministériel du 30 septembre 1981;".

.../...

Alinéa 9 (devenant l'alinéa 10).

La référence à l'article 3, § 1er, de l'arrêté ministériel du 2 septembre 1978 relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs doit, pour la même raison que celle invoquée dans la seconde observation formulée sous l'alinéa 1er, être remplacée par la référence à l'article 3, § 1er, 1^o.

Dispositif.Article 1er.

1. Il n'est pas contestable, au regard de l'article 1er, §§ 1er et 2, de l'arrêté royal du 19 décembre 1989 portant organisation de l'état-major général et du commandement territorial interforces que la marine et le service médical constituent une des forces armées au sens de l'article 167 de la Constitution et des lois militaires.

Cet article est, dès lors, superflu et doit être omis.

2. L'utilisation du vocable "la marine" auquel l'article en projet recourt pour désigner la force navale s'écarte, au demeurant, de la terminologie officielle dont les lois militaires font actuellement usage pour désigner cette force. Aussi longtemps que ces lois n'auront pas été modifiées en vue de désigner la force navale sous le

.../...

vocable "la marine", seul l'emploi des termes "la force navale" est admissible. Toute autre appellation s'avèrerait prématurée et contraire à la loi.

La présente observation vaut également pour l'article 6 du projet.

Article 4 (devenant l'article 3).

De l'accord de l'officier délégué, la disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 3. L'admission dans la catégorie du personnel navigant temporaire est décidée pour une durée d'un mois à un an. Cette décision est renouvelable.

Les candidats pour le brevet de mécanicien de bord et les candidats pour le brevet de personnel de cabine sont admis dans la même catégorie de personnel navigant pour la période fixée dans le règlement visé à l'article 7, alinéa 1er, 2º, de l'arrêté royal du ... relatif au personnel navigant des forces armées".

Article 6 (devenant l'article 5).

Le texte néerlandais du projet serait mieux rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 7 (devenant l'article 6).

Compte tenu de l'observation formulée sous l'alinéa 8 du préambule, la disposition s'écrit comme suit :

"Art. 6. L'article 24, § 2, B, de l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, remplacé par l'arrêté royal du 30 septembre 1981, est complété comme suit :

"8° support opérationnel".

Article 8 (devenant l'article 7).

Dans le texte néerlandais en projet, il y a lieu d'écrire "met toepassing van" au lieu de "in toepassing van".

Article 9 (devenant l'article 8).

Pour lever toute ambiguïté, mieux vaut écrire :

"Art. 8. L'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées, modifié par les arrêtés ministériels des 4 mai 1966, 27 juin 1967, 12 juin 1969, 2 mars 1971, 7 septembre 1972, 8 octobre 1974, 11 juillet 1975, 6 avril 1981 et 16 mars 1983, est abrogé en tant qu'il concerne les militaires".

.../...

Article 10 (devenant l'article 9).

L'article en projet subordonne l'entrée en vigueur de l'arrêté à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du ... relatif au personnel navigant des forces armées.

Le procédé qui consiste à déterminer l'entrée en vigueur d'un texte réglementaire donné en fonction de la date d'entrée d'un autre texte réglementaire est, dans toute la mesure du possible, à éviter.

Les auteurs du projet veilleront, à cet effet, à compléter le dispositif de l'arrêté royal précité par une disposition finale fixant une date déterminée pour son entrée en vigueur.

L'article sera adapté en conséquence.

Observation finale.

L'arrêté doit être complété de manière à comporter une disposition ayant pour objet spécifique de désigner l'autorité militaire habilitée à prononcer la radiation des candidats officiers auxiliaires de la force aérienne visés par l'article 4bis de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

Il est renvoyé, à cet égard, à la première observation formulée sous l'article 22 de l'arrêté royal en projet relatif au personnel navigant des forces armées sur le texte duquel la section de législation du Conseil d'Etat a rendu, le 2 octobre 1996, l'avis L. 25.470/9.

Aanhef.Eerste lid.

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat geen enkele bepaling van het ontworpen besluit haar rechtsgrond ontleent aan artikel 5, § 1, van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren waarnaar het lid verwijst.

De verwijzing naar dat artikel dient bijgevolg te vervallen.

2. Bovendien is het gebruikelijk de wetsbepalingen die de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit zo nauwkeurig mogelijk te vermelden.

De verwijzing naar artikel 4bis van de voormelde wet van 23 december 1955 moet bijgevolg worden aangevuld met de verwijzing naar het eerste en tweede lid ervan.

Tweede lid.

De verwijzing naar artikel 48bis van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en de reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst moet om dezelfde reden vervangen worden door de verwijzing naar artikel 48bis, eerste lid, van dezelfde wet.

Derde lid.

.../...

1. Geen enkele bepaling van het ontworpen besluit ontleent haar rechtsgrond aan artikel 3 van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onder-officieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst.

De verwijzing naar dat artikel moet vervallen.

2. De verwijzing naar artikel 47bis van dezelfde wet moet vervangen worden door de verwijzing naar artikel 47bis, eerste lid, van dezelfde wet.

3. Artikel 7 van het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 39, tweede lid, van de genoemde wet.

De redactie van dit lid moet bijgevolg worden aangevuld met de verwijzing naar die wetsbepaling.

Vierde lid.

1. Er is geen reden om te verwijzen naar de verschillende wijzigingen die de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst heeft ondergaan.

De woorden "gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976 en 21 december 1990" moeten vervallen.

2. De verwijzing naar artikel 22ter van dezelfde wet moet worden vervangen door de verwijzing naar artikel 22ter, eerste lid, van dezelfde wet.

Vijfde lid.

De verwijzing naar artikel 44bis van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onder-officieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst moet om dezelfde reden als die welke is aangevoerd in de onder het eerste lid gemaakte tweede opmerking, worden vervangen door de verwijzing naar artikel 44bis, eerste lid, van die wet.

Zesde lid.

Geen enkele bepaling van het ontworpen besluit ontleent haar rechtsgrond aan het koninklijk besluit waarnaar het lid verwijst. Deze verwijzing is overigens niet onontbeerlijk en zelfs niet dienstig voor een goed begrip van het ontwerp.

Dit lid moet vervallen.

Zesde lid (nieuw).

Gelet op de redactie die zal worden voorgesteld voor artikel 9 (dat artikel 8 wordt), dient een nieuw zesde lid te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het ministerieel besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 mei 1966, 27 juni 1967, 12 juni 1969, 2 maart 1971, 7 september 1972, 8 oktober 1974, 11 juli 1975, 6 april 1981 en 16 maart 1983;"

Zevende lid (nieuw).

Artikel 7 van het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond niet alleen aan artikel 39, tweede lid, van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht zoals erop is gewezen onder het derde lid, maar tevens aan artikel 17, § 2, van het koninklijk besluit van

.../...

25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onder-officieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst.

De aanhef moet bijgevolg worden aangevuld met een nieuw zevende lid luidende :

"Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 17, § 2, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 mei 1975;"

Zevende lid (dat het achtste lid wordt).

1. De lijst van de artikelen van het ontworpen koninklijk besluit betreffende het varend personeel van de krijgsmacht waarnaar het lid verwijst, moet worden aangevuld zodat tevens de artikelen 23 en 35 van hetzelfde besluit erin worden opgenomen.

In dat opzicht wordt verwezen naar de slotopmerking van dit advies.

2. De verwijzing naar de artikelen 7, 16 en 17 van het ontworpen besluit betreffende het varend personeel van de krijgsmacht, moet om dezelfde reden als die welke wordt aangevoerd in de tweede opmerking onder het eerste lid, respectievelijk vervangen worden door de verwijzing naar de artikelen 16, tweede lid, en 17, eerste en derde lid.

.../...

Achtste lid (dat het negende lid wordt).

Zoals gebruikelijk is dienen de bepalingen die het ontworpen besluit beoogt te wijzigen zo nauwkeurig mogelijk te worden vermeld door alleen de nog geldende wijzigingen te vermelden die deze bepalingen hebben ondergaan.

De woorden "inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 mei 1975, 22 februari 1977, 9 oktober 1978, 30 september 1981 en 22 juni 1987;" moeten bijgevolg vervangen worden door de woorden "inzonderheid op artikel 24, § 2, B, vervangen bij het ministerieel besluit van 30 september 1981;".

Negende lid (dat het tiende lid wordt).

De verwijzing naar artikel 3, § 1, van het ministerieel besluit van 2 september 1978 betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, moet om dezelfde reden als die welke is aangevoerd in de tweede opmerking onder het eerste lid, vervangen worden door de verwijzing naar artikel 3, § 1, 1^o.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Uit het oogpunt van artikel 1, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 19 december 1989 houdende organisatie van de generale staf en het intermachten

.../...

territoriaal commando, kan niet worden betwist dat de marine en de medische dienst één van de krijgsmachtdelen vormen in de zin van artikel 167 van de Grondwet en van de militaire wetten.

Dit artikel dient bijgevolg als overbodig te vervallen.

2. De uitdrukking "de marine" die in het ontworpen artikel wordt gebruikt ter aanduiding van de zeemacht, wijkt overigens af van de officiële terminologie die thans in de militaire wetten voorkomt om dit krijgsmachtdeel aan te duiden. Zolang die wetten niet aldus gewijzigd zijn dat de zeemacht wordt aangeduid met de uitdrukking "de marine", is alleen de uitdrukking "de zeemacht" aanvaardbaar. Iedere andere benaming zou voorbarig zijn en strijdig met de wet.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 6 van het ontwerp.

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de bepaling beter als volgt zou worden geredigeerd :

"Art. 3. Tot de opname in de categorie van het tijdelijk varend personeel wordt besloten voor een termijn van één maand tot één jaar. Deze beslissing is hernieuwbaar.

De kandidaten voor het brevet van boordmecaniciën en de kandidaten voor het brevet van cabinepersoneel worden opgenomen in dezelfde categorie van varend personeel voor de periode vastgesteld in het reglement bedoeld in artikel 7, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van ... betreffende het varend personeel van de krijgsmacht".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

In de inleidende zin dient het woord "gelegenheids-luchtprestaties" vervangen te worden door het woord "gelegenheidsvluchten".

In de bepaling onder 1°, b), schrijve men "proeven" in plaats van "beproevingen". Dezelfde opmerking geldt voor de bepalingen onder 2°, a), en onder 3°, a).

In de bepaling onder 4°, a), schrijve men "taak" in plaats van "opdracht".

In de bepaling onder 4°, b), schrijve men "voor wetenschappelijk onderzoek" in plaats van "voor wetenschappelijke opzoeken".

.../...

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Gelet op de onder het achtste lid van de aanhef gemaakte opmerking, dient de bepaling als volgt te worden gesteld :

"Art. 6. Artikel 24, § 2, B, van het ministerieel besluit van 14 november 1963 betreffende het statuut van de onder-officieren van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 september 1981, wordt aangevuld als volgt :

"8° operationele ondersteuning"".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

In de nieuw ontworpen tekst schrijve men "met toepassing van" in plaats van "in toepassing van".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Om elke dubbelzinnigheid op te heffen, schrijve men :

"Art. 8. Het ministerieel besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 mei 1966, 27 juni 1967, 12 juni 1969, 2 maart 1971, 7 september 1972, 8 oktober 1974, 11 juli 1975, 6 april 1981 en 16 maart 1983,

.../...

wordt opgeheven in zoverre het betrekking heeft op de militairen".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Het ontworpen artikel stelt de inwerkingtreding van het besluit afhankelijk van de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van ... betreffende het varend personeel van de krijgsmacht.

De werkwijze die erin bestaat de inwerkingtreding van een gegeven verordeningstekst af te stemmen op de datum van inwerkingtreding van een nadere verordeningstekst moet zoveel mogelijk worden vermeden.

De stellers van het ontwerp moeten er daartoe voor zorgen dat het dispositief van het voormelde koninklijk besluit wordt aangevuld met een slotbepaling waarin een bepaalde datum voor de inwerkingtreding ervan wordt vastgesteld.

Het artikel moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Slotopmerkingen.

Het besluit moet worden aangevuld zodat het een bepaling bevat met als specifiek doel het aanwijzen van de militaire overheid die gemachtigd is om zich uit te spreken over de schrapping van de kandidaat-hulpofficieren van de luchtmacht bedoeld in artikel 4bis van de wet van 23 decem-

.../...

ber 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

In dat opzicht wordt verwezen naar de eerste opmerking die is gemaakt onder artikel 22 van het ontworpen koninklijk besluit betreffende het varend personeel van de krijgsmacht over de tekst waarvan de afdeling wetgeving van de Raad van State op 2 oktober 1996 advies L. 25.470/9 heeft uitgebracht.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

J. DE GAVRE,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. M. PAUL, auditeur adjoint.
La note du Bureau de Coordination
a été rédigée et exposée par
M. X. DELGRANGE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. PAUL, adjunct-
auditeur. De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door de
H. X. DELGRANGE, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle de
M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.